



Faire compter les voix travaille avec les décideurs de la ville pour créer une ville pour tous. Il est dirigé par les résidents, la Coalition des centres de ressources et de santé communautaires, l'Initiative: Une ville pour toutes les femmes, et les partenaires communautaires.

Un budget 2022 de la Ville d'Ottawa pour tous :

Questions de la communauté de Faire compter les voix et document de référence

novembre 2021

Chaque année, nous plaidons pour des priorités budgétaires qui reflètent les besoins des membres de la communauté et qui, si elles sont suivies, amélioreront l'équité pour les personnes marginalisées dans notre ville, notamment les femmes et les personnes de sexe différent, les personnes handicapées, les nouveaux arrivants au Canada, les autochtones, les Noirs et les personnes de couleur, ainsi que les personnes à faible revenu.

Les demandes du budget 2022 de Faire compter les voix

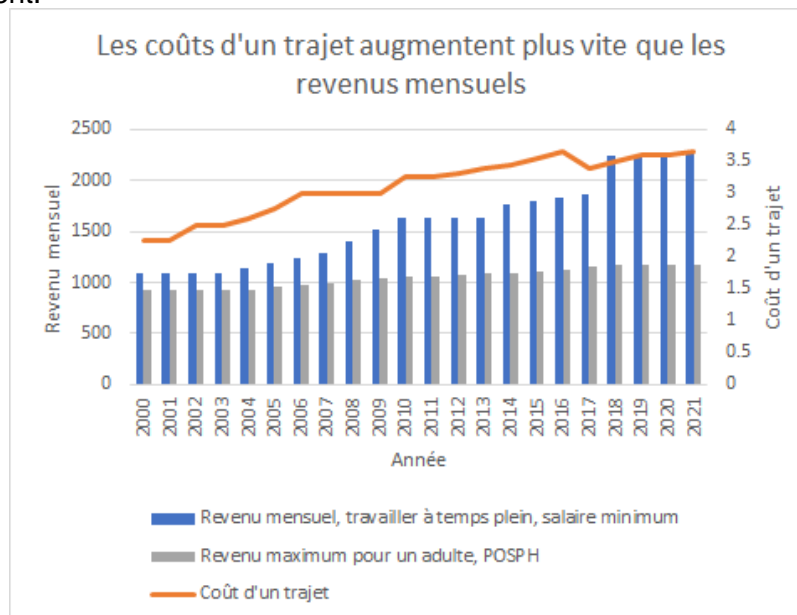
L'Initiative: une ville pour toutes les femmes (CAWI-IVTF) et les membres de la communauté de Faire compter les voix (MVC) demandent au Conseil municipal d'Ottawa de:

1. Fournir un service gratuit d'OC Transpo et de Para Transpo aux résidents recevant un revenu de du programme Ontario au travail et Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH).
2. Mettre fin à l'augmentation prévue de 2,5 % des tarifs d'OC Transpo et de ParaTranspo en raison des coûts extrêmement élevés du transport en commun et des problèmes persistants du réseau d'OC Transpo, surtout le train léger.
3. Faire du logement abordable une priorité clé du budget municipal en investissant 38,5 millions de dollars dans des logements très abordables et des logements en milieu de soutien afin de répondre à la situation d'urgence de la ville en matière de logement et d'itinérance, en réduisant la liste d'attente pour un logement et le nombre de familles et de personnes cherchant un abri d'urgence.

Fournir un service gratuit d'OC Transpo et de Para Transpo aux résidents recevant un revenu de du programme Ontario au travail et Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH)

Contexte : Les bénéficiaires d'Ontario au travail et du POSPH consacrent une grande partie de leur revenu mensuel aux frais de transport en commun.

- Les bénéficiaires de l'aide sociale ne devraient pas avoir à payer pour le transport en commun. Même avec des tarifs réduits, les bénéficiaires du POSPH et d'Ontario au travail ont du mal à payer les tarifs et doivent souvent choisir entre payer le transport en commun et d'autres nécessités vitales comme l'épicerie ou le loyer. Parfois, des rendez-vous médicaux importants et des possibilités d'éducation et d'emploi sont manqués en raison du fardeau des frais de transport en commun. L'élimination des frais de transport en commun pour ces personnes permettrait au contraire d'accroître l'accessibilité aux services de base et vitaux, d'améliorer leur qualité de vie et d'offrir un meilleur accès à la ville. Cela signifie un meilleur accès non seulement aux rendez-vous nécessaires ou aux possibilités d'emploi, mais aussi aux loisirs. L'accès à un transport équitable et abordable est un droit dont tous les habitants d'Ottawa devraient pouvoir jouir sans avoir à penser à manquer une occasion ou à mettre de la nourriture sur la table. Un accès accru aux options de mobilité offre plus de possibilités de vivre une vie meilleure, ce qui mène à des communautés plus saines dans l'ensemble.
- **Nécessité de cette demande:** Le laissez-passer communautaire, qui coûte 43,25 \$ par mois, demande aux bénéficiaires du POSPH de payer 3,6 % de leur revenu mensuel de 1,169 \$ pour prendre les transports en commun. Un bénéficiaire d'OT qui a droit à un EquiPass paie 58,25 \$, soit 8 % de son revenu mensuel de 733 \$. Comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous, les tarifs de transport en commun ont continué d'augmenter alors que les taux de revenu du POSPH n'ont que très peu augmenté depuis 2000. De plus, le salaire minimum n'a pas augmenté proportionnellement à l'augmentation des tarifs. Cela signifie que les personnes à faible revenu paient plus pour les tarifs, injustement.



- **Perte estimée pour OC Transpo:** nous estimons que la perte ne sera que de 14 à 15 millions de dollars par an: 8 millions de dollars pour le laissez-passer communautaire, 2 millions de dollars pour l'Equipass et environ 5 à 6 millions de dollars pour les billets en espèces.
 - Le laissez-passer communautaire génère 8 millions de dollars de recettes pour OC Transpo, soit 4% des recettes tarifaires totales (200 millions de dollars).
 - Certaines recettes seraient perdues du fait de l'Equipass, mais ce laissez-passer ne représente qu'environ 1% des recettes tarifaires au total, soit 2 millions de dollars. Le pourcentage de ces recettes qui provient des bénéficiaires d'OT est inconnu. Mais étant donné le coût de l'Equipass en tant que pourcentage du revenu de l'Ontario au travail, il est probable qu'il soit très faible.
 - Il est possible qu'OC Transpo perde également les recettes en argent comptant ou en billets des bénéficiaires d'Ontario travail et du POSPH qui n'achètent pas de laissez-passer. L'argent comptant et les billets représentent 15% des recettes tarifaires, soit 30 millions de dollars. Le pourcentage provenant de l'Ontario au travail et du POSPH est inconnu. Mais une estimation de 5 à 6 millions de dollars semble raisonnable.
 - L'estimation des pertes de revenus d'OC Transpo montre que la gratuité du transport pour les résidents d'Ottawa qui dépendent quotidiennement du transport public et qui n'ont pas d'autres options de mobilité n'aurait qu'une incidence négligeable sur les revenus d'OC Transpo et serait extrêmement bénéfique pour nos voisins à faible revenu.
 - En outre, lorsque les groupes à faible revenu bénéficient d'un meilleur accès et d'une plus grande mobilité, cela génère des économies sur les services gouvernementaux et les programmes de soutien. Rendre le transport en commun accessible profite à tous.

Mettre fin à l'augmentation prévue de 2,5 % des tarifs d'OC Transpo et de ParaTranspo

Contexte: Les tarifs de transport en commun d'Ottawa sont déjà coûteux et une augmentation des tarifs est injuste compte tenu des problèmes persistants du système de TLR.

- Les résidents d'Ottawa paient déjà des frais parmi les plus élevés en Amérique du Nord pour le service de transport en commun. Les personnes à faible revenu n'ont pas toutes accès à des laissez-passer à prix réduit, et bon nombre de travailleurs à faible revenu doivent débourser une somme importante pour utiliser le transport en commun.
- De plus, le service de transport en commun est inefficace et affecte de manière disproportionnée ceux qui dépendent du transport public. Ceux qui n'ont pas d'autres options de transport et qui ont du mal à payer des frais de transport élevés ne devraient pas avoir à payer des frais plus élevés.
- Un transport en commun abordable peut augmenter les taux de fréquentation, un objectif que la Ville d'Ottawa a énoncé dans le projet de budget 2022. Au lieu d'allouer 650 000 \$ pour la promotion et les publicités, ces fonds peuvent être affectés aux budgets d'OC Transpo et de ParaTranspo au lieu d'augmenter les tarifs.
- Un plus grand nombre d'usagers des transports en commun contribue également à réduire les effets néfastes sur l'environnement.
- L'accès à un transport équitable et abordable est un droit dont tous les habitants d'Ottawa devraient pouvoir profiter sans avoir à penser à rater une occasion ou à se nourrir. Un

accès accru aux options de mobilité offre plus de possibilités d'améliorer la vie, ce qui mène à des communautés plus saines dans l'ensemble.

Investir 38,5 millions de dollars dans des logements très abordables et des logements supervisés.

Contexte: Le financement actuel n'est pas suffisant pour construire le nombre de nouveaux logements très abordables et avec services de soutien nécessaires pour répondre à l'urgence en matière de logement.

- Ces dernières années, la ville a vu un nombre croissant de personnes et de familles ayant du mal à payer leur logement ou ayant besoin d'un logement très abordable.
- Les loyers augmentent plus rapidement que l'inflation, les prix de location en glissement annuel passant de 3,2 % pour les 3 chambres à coucher et plus à 7,2 % pour les garçonnières entre 2019 et 2020, selon le portail d'information sur le marché de l'habitation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Cette année, le salaire minimum n'a augmenté que de 0,10 \$ de l'heure (moins de 1 % d'augmentation) et les taux d'aide sociale restent les mêmes année après année.
- La liste d'attente centralisée pour les logements subventionnés reste à plus de 12 000 personnes et familles et les séjours en refuge, notamment ceux des familles, s'allongent. En 2019, les familles passaient en moyenne 137 nuits - soit plus de quatre mois - dans des abris d'urgence en attendant un logement. Les refuges et les logements temporaires sont censés être une réponse d'urgence ou temporaire. Il faut investir davantage de fonds dans des solutions permanentes pour répondre aux besoins à long terme des familles.
- Ces chiffres n'incluent pas la population des "sans-abri cachés", ou ceux qui comptent sur leurs réseaux sociaux pour être logés. Cela peut également inclure les personnes qui sont physiquement logées, mais qui n'ont pas la sécurité, la propriété ou le contrôle de leurs conditions de vie. De plus, l'itinérance des femmes est moins visible car elles ont tendance à coucher chez des connaissances ou à vivre dans des conditions dangereuses. Les personnes transgenres sont surreprésentées dans la population des sans-abri et sont vulnérables aux traitements négatifs.
- La Ville devrait respecter l'engagement pris dans le cadre de la Stratégie nationale du logement d'allouer 25 % du financement aux femmes et aux personnes de sexe différent en affectant 25 % de toutes les nouvelles constructions et acquisitions aux besoins en logement des femmes. De plus, nous demandons instamment à la Ville de répondre aux appels des organisations autochtones locales et d'allouer 30 % de toutes les nouvelles constructions à des initiatives de logement dirigées par des Autochtones. L'engagement en faveur des dépenses d'investissement dans le logement doit inclure des flux de financement qui donnent la priorité à la modernisation des tours existantes (Udoh-Orok, 2018) et mettent l'accent sur l'accès à des espaces communs partagés qui encouragent l'interaction sociale ainsi que des quartiers sûrs, accessibles à pied et connectés. Il est également essentiel que les fonds alloués incitent à dépenser pour des unités accessibles et des unités familiales plus grandes (unités de 2 à 3 chambres).¹

¹ CAWI, 2020. *A Municipal Gendered Recovery Plan for All* (<https://www.cawi-ivtf.org/sites/default/files/publications/cawi-genderedrecovery-en.pdf>)

- Les logements d'Ottawa sont entièrement souscrits. Cela inclut les refuges pour femmes victimes de violence, laissant les femmes qui ont subi de la violence sans soutien adéquat pour satisfaire leurs besoins psychologiques et de sécurité.
- Des fonds supplémentaires doivent être alloués aux services de logement supervisé qui sont débordés et à pleine capacité.
- Le manque d'unités accessibles affecte de manière disproportionnée la communauté des personnes handicapées qui ont besoin d'un logement, car elles attendent souvent plus longtemps pour trouver un logement adapté à leurs besoins.
- Nous savons qu'en raison du COVID-19, de nombreuses personnes sont plus en difficulté que jamais, ce qui rend les investissements dans des logements sûrs, accessibles et profondément abordables plus importants que jamais. La Ville d'Ottawa veut éliminer l'itinérance chronique d'ici 2024, mais elle devra investir davantage pour y parvenir.
- Disposer d'un logement abordable, adéquat et approprié contribue au bien-être général. Il permet de réduire le stress et contribue à accroître le sentiment de sécurité personnelle, améliorant ainsi la santé physique et mentale.
- Investir dans des logements plus abordables, c'est investir dans des communautés plus saines et contribuer à prévenir les maladies. Un logement adéquat élimine une source de stress et leur donne plus de temps pour consacrer une plus grande partie de leur revenu à leurs besoins.